















Procedure file

Informations de base	
NLE - Procédures non législatives	2018/0358M(NLE)
Procédure terminée	
Accord de protection des investissements UE/Viêt Nam Procédure d'accompagnement 2018/0358(NLE)	
Sujet 6.20.03 Accords et relations commerciales et économiques bilatérales 6.20.06 Investissements étrangers directs (IED)	
Zone géographique Viêt Nam	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	 Commerce international	 BOURGEOIS Geert	23/09/2019
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 WINKLER Iuliu	
		 LANGE Bernd	
		 KARLSBRO Karin	
		 BRICMONT Saskia	
		 LANCINI Danilo Oscar	
		 MAUREL Emmanuel	
	Commission au fond précédente		
	 Commerce international		
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	 Affaires étrangères		30/09/2019
		 WISELER-LIMA Isabel	
	 Développement		04/09/2019
		 TOBÉ Tomas	
	Commission pour avis précédente		
	 Développement		
Conseil de l'Union européenne	DG de la Commission	Commissaire	
Commission européenne	Commerce	MALMSTRÖM Cecilia	

Evénements clés			
24/10/2019	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
21/01/2020	Vote en commission		
27/01/2020	Dépôt du rapport de la commission	A9-0014/2020	
11/02/2020	Débat en plénière		
12/02/2020	Résultat du vote au parlement		
12/02/2020	Décision du Parlement	T9-0029/2020	Résumé

Informations techniques	
Référence de procédure	2018/0358M(NLE)
Type de procédure	NLE - Procédures non législatives
Sous-type de procédure	Proposition de résolution sous la procédure d'approbation
Base juridique	Règlement du Parlement EP 105-p2
Etape de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission parlementaire	INTA/9/01390

Portail de documentation					
Projet de rapport de la commission		PE642.888	15/10/2019	EP	
Amendements déposés en commission		PE643.174	14/11/2019	EP	
Avis de la commission	DEVE	PE641.207	03/12/2019	EP	
Avis de la commission	AFET	PE641.417	05/12/2019	EP	
Rapport déposé de la commission, lecture unique		A9-0014/2020	27/01/2020	EP	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0029/2020	12/02/2020	EP	Résumé
Réaction de la Commission sur le texte adopté en plénière		SP(2020)136	04/06/2020	EC	

Accord de protection des investissements UE/Viêt Nam

Le Parlement européen a adopté par 406 voix pour, 184 contre et 58 abstentions, une résolution non législative sur le projet de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de l'Union, d'un accord de protection des investissements entre l'Union et ses États membres d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part.

Protection des investissements

L'accord remplacera et annulera les 21 accords bilatéraux d'investissement actuellement en vigueur entre des États membres de l'Union et le Viêt Nam, lesquels ne prenaient pas en compte la nouvelle stratégie de l'Union en matière de protection des investissements et du système juridique des investissements (SJI). En particulier, l'accord :

- garantira une protection élevée des investissements et de sécurité juridique tout en préservant le droit des parties de réglementer et de poursuivre des objectifs légitimes de politique publique dans des domaines tels que la santé, les services publics et l'environnement;
- assurera la transparence et la responsabilité;
- garantira que les investisseurs européens au Viêt Nam recevront un traitement juste, ce qui correspond à une norme de protection plus élevée que le traitement appliqué au niveau national, et protégera les investisseurs de l'Union des expropriations illégitimes ;
- renforcera les relations avec le Viêt Nam sur le plan de l'économie, du commerce et des investissements, conformément à l'objectif de

développement durable et promouvra le commerce et linvestissement dans le respect intégral des normes et accords reconnus à léchelon international dans le domaine des droits de lhomme, de lenvironnement et du droit du travail.

Le Parlement a demandé à la Commission de tenir davantage compte de la lutte contre le changement climatique et de respecter laccord de Paris en préservant le droit des parties à édicter des règles. Il a souligné la nécessité dassurer un suivi régulier et de rendre compte au Parlement européen de lutilisation de cette disposition par les investisseurs européens.

Les députés ont également insisté sur le devoir de diligence des investisseurs en matière de pratiques commerciales durables, conformément aux droits de lhomme, aux conventions internationales du travail et aux normes environnementales. Les investissements devraient favoriser la création demplois de qualité, soutenir léconomie locale et respecter pleinement la réglementation nationale, notamment les obligations fiscales.

Règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE)

Le Parlement sest félicité de la nouvelle orientation de lUnion en matière de protection des investissements et de son mécanisme dapplication (SJI) qui constitue un mécanisme de résolution des différends révisé, moderne et novateur par rapport au RDIE modifiant considérablement le degré de protection de fond accordée aux investisseurs ainsi que la manière dont les différends entre investisseurs et États sont résolus.

Les députés ont rappelé que le SJI prévoyait la mise en place dun tribunal de première instance permanent et dune cour dappel, dont les membres devront posséder des qualifications comparables à celles des juges de la Cour internationale de justice et respecter des règles strictes dindépendance, dintégrité et déthique. Ils se sont félicités des règles de transparence applicables aux procédures devant les tribunaux, lesquelles comprennent des dispositions garantissant que les documents relatifs aux affaires seront accessibles au public.

Préoccupés par le fait que le champ dapplication du SJI ne sétende guère au-delà de la simple non-discrimination entre les investisseurs étrangers et les investisseurs nationaux, les députés ont rappelé que la mise en place dun tribunal multilatéral des investissements indépendant renforcerait la sécurité juridique de lensemble des parties.

Développement durable et droits de lhomme

Même si laccord de protection des investissements ne contient pas de chapitre distinct sur le commerce et le développement durable, il contient dans son préambule des références spécifiques aux valeurs et principes du commerce et du développement durable consacrés dans laccord de libre-échange UE-Viêt Nam et à la déclaration universelle des droits de lhomme, ce qui garantit que les droits de lhomme sont placés au cur des relations entre lUnion et le Viêt Nam.

Le Parlement a appelé les autorités vietnamiennes à présenter des mesures concrètes et a invité les parties à utiliser les accords afin daméliorer la situation des droits de lhomme au Viêt Nam tout en soulignant limpportance dun dialogue approfondi sur les droits de lhomme entre lUnion et le Viêt Nam.

Les députés ont plaidé pour un mécanisme indépendant de contrôle et de plainte offrant aux citoyens et aux acteurs concernés un moyen de recours effectif et un instrument contre les éventuelles retombées négatives de laccord sur les droits de lhomme.

Les autorités vietnamiennes ont été invitées à :

- prendre des mesures concrètes concernant la mise en uvre de la nouvelle loi sur la cybersécurité, eu égard notamment au contrôle en ligne et aux mesures de protection des données à caractère personnel, qui ne sont pas compatibles avec le programme commercial de libéralisation fondé sur les valeurs de lUnion ;
- faire en sorte que la situation des femmes soit améliorée afin quelles puissent tirer profit de cet accord ;
- collaborer avec lUnion européenne pour définir un plan de lutte contre le travail des enfants, y compris le cadre nécessaire pour les entreprises.

La Commission a été invitée rendre cet accord transparent et accessible grâce à des mesures daccompagnement en faveur des petites et moyennes entreprises (PME) et à poursuivre ses efforts pour rendre le SJI plus accessible aux PME.